

La géopolitique des fonds marins en débat

Trois cents jeunes ont débattu du sujet lors de l'opération Génération Océan, à la Cité de la mer de Cherbourg (Manche), hier.

L'opération Génération océan, à la Cité de la mer de Cherbourg (Manche), basée sur l'exploration scientifique des océans et adressée à des jeunes, de l'école primaire à l'université, n'a pas pris une ride. L'édition 2024 en draine encore près de 1 500, ce jeudi et vendredi. Dont 300, venus écouter Candice Roche et Vincent Bouvier, sur la géopolitique des grands fonds. Vaste programme, s'agissant des eaux internationales, qui attisent toutes les convoitises (des États et des industriels).

« Ce n'est pas le *Far West* »

Candice Roche, ingénieure économiste à l'IFP Énergies nouvelles, observe que « **ce n'est pas le *Far West*, puisqu'un corps de l'ONU, l'AIFM (Autorité internationale pour les fonds marins), est chargé de les réguler. Des règles internationales encadrent les pratiques. Très peu de moyens sont toutefois alloués pour les faire respecter. Et si un État vient à y déroger, aucune sanction concrète ne peut être appliquée** ».

En l'espèce, le monde est partagé. États-Unis, Russie, Chine, sont opposés « **pour des raisons stratégiques** » au moratoire en cours, qui autorise la prospection mais interdit l'extraction minière (par exemple de nodules polymétalliques, riches en métaux rares). D'autres États, dont la France, en sont de fervents défenseurs, « **pour des considérations environnementales, pour tout l'impact que le minage pourrait avoir sur le cycle du carbone, sans compter toute la biodiversité que l'on ne connaît pas et dont on ne sait pas ce qu'elle pourrait nous apporter d'un point de vue pharmaceutique** ».

Les grandes puissances, particulièrement les États-Unis depuis l'élection de Donald Trump, n'attendent que de dégainer leurs machines et font déjà trembler les grands fonds marins.

Olivier CLERC.



Vincent Bouvier (ancien Secrétaire général de la mer) et Candice Roche (ingénieure économiste à l'IFP Énergies nouvelles) ont débattu devant 300 lycéens et étudiants de la géopolitique des fonds marins.
Ouest-France